Sanctions contre l'Iran

Les sanctions décrétées contre l'Iran par le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays auront un effet considérable pour les secteurs de l'assurance et de la réassurance et pour leurs clients, notamment les sociétés travaillant dans le secteur pétrolier et gazier de l'Iran.

Le 9 juin 2010, le *Conseil de sécurité des Nations Unies* a adopté une résolution (UNSCR 1929) imposant de nouvelles sanctions contre l'Iran. La résolution exige de tous les États membres de l'ONU qu'ils renforcent un train de sanctions économiques, technologiques et militaires à l'encontre de l'Iran en imposant à 40 entités liées à l'élite militaire du pays, notamment les Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et la compagnie de transport maritime de la République islamique d'Iran (Islamic Republic of Iran Shipping Lines ou IRISL), une interdiction de déplacements et un gel d'actifs. Les États-Unis et l'Union européenne ont mis en œuvre la résolution UNSCR 1929 et ont également adopté des mesures supplémentaires.

Aux États-Unis, la loi *Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act of 2010* (« CISADA ») a été promulguée le 1er juillet 2010 comme supplément à la loi américaine actuelle, qui interdit déjà aux sociétés américaines, aux citoyens américains et aux détenteurs d'une carte verte (où qu'ils soient) d'effectuer ou de faciliter pratiquement toutes les transactions avec l'Iran ou dans ce pays. La CISADA instaure un boycottage complémentaire contre l'Iran en restreignant l'accès à l'économie américaine aux entreprises qui exercent des activités commerciales ciblées en Iran, en particulier dans le secteur pétrolier.

Dans l'Union européenne, la *décision du Conseil du 26 juillet 2010 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la position commune 20017/140/PESC*, impose de nouvelles sanctions draconiennes contre l'Iran. La décision contient des mesures visant les secteurs pétrolier et gazier, des finances et du transport, de même que les entités liées au gouvernement iranien. Les sanctions de l'UE prévoient des interdictions extrêmement larges sur la fourniture de services d'assurance et de réassurance à l'Iran et aux sociétés iraniennes. Ces sanctions interdisent également le contournement de ces restrictions. Les sanctions de l'UE ont pris effet immédiatement dans ses 27 États membres. D'autres règlements de l'UE, prévus pour la fin septembre, et des lois nationales de mise en vigueur devraient suivre.

Le *Canada*, l'*Australie* et le *Japon* ont mis en œuvre les sanctions décrétées contre l'Iran par l'ONU et tous ont envisagé ou envisagent l'adoption de sanctions encore plus strictes. Nous sommes d'avis que d'autres pays considèrent eux aussi l'imposition de sanctions à l'encontre de l'Iran.

La CISADA et la décision de l'UE au sujet de l'Iran représentent un durcissement notable des sanctions antérieures – notamment en ce qui concerne le commerce pétrolier avec l'Iran – et sont particulièrement importantes par leur effet

> suite

extraterritorial. Par conséquent, si votre société fait affaire en Iran, nous vous recommandons d'obtenir un avis juridique quant à l'incidence éventuelle de ces sanctions sur vos activités.

Compte tenu de la vaste portée de ces sanctions et d'autres sanctions contre l'Iran, il est fort probable que la couverture d'assurance des compagnies qui mènent des activités en Iran ou liées à l'Iran soit touchée. Les compagnies d'assurances ou de réassurance peuvent ne pas être en mesure de garantir (ou de continuer à garantir) certains risques. De plus, les réclamations peuvent être touchées si leur règlement contrevient aux exigences des sanctions. Les services que nous pouvons offrir relativement à ces questions peuvent également être restreints.

Bien qu'elle ne puisse donner un avis juridique sur l'une quelconque des nouvelles sanctions, Marsh continue de surveiller l'évolution de la situation mondiale en ce qui a trait aux sanctions contre l'Iran et d'évaluer leur incidence sur les programmes d'assurance de ses clients.

Vous trouverez ci-dessous des liens vers des documents traitant des sanctions décrétées récemment contre l'Iran par l'ONU, l'UE et les É.-U. :

Nouvelles sanctions de l'ONU :

<http://www.un.org/News/Press/docs/2010/sc9948.doc.htm>.

Nouvelles sanctions des É.-U. :

http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=111_cong_bills&docid=f:h2194enr.txt.pdf

Nouvelles sanctions de l'UE :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:195:0039:0073:EN:PDF>